

Les débats de l'Obs



Guillaume Durand et ses invités sur le plateau d'« Esprits libres »

la coresponsabilité. Il faut que pour les citoyens il y ait à la fois une place pour la revendication et une pour la responsabilité. Un mot sur la nation elle-même. L'héritier, c'est celui qui transmet, qui préserve ; mais c'est aussi celui qui essaie de se montrer digne, d'être à la hauteur. La nation est aussi une école d'humilité. Je plaide pour l'humilité en politique, pour la responsabilité, pour que la politique ne soit pas la simple expression des demandes, même si certaines sont absolument légitimes.

M. Onfray. – Je pense qu'on a tort d'aller chercher les modèles de la nation du côté de Renan. Il faut repenser la nation aujourd'hui et rendre la République désirable. Quand on aura rendu la République désirable, on aura constitué une nouvelle nation. Une République soucieuse des petits, des oubliés, des sans-grade, des miséreux, pour que tous y trouvent plus ou moins leur compte, et pas seulement quelques-uns.

B.-H. Lévy. – Bien sûr, nous devons être des héritiers. Une des formes de la barbarie contemporaine, c'est le refus d'héritage. Mais pourquoi n'y aurait-il d'héritage que national ? Il y a une mémoire européenne, constitutive pour nous tous, et dont on parle si peu dans cette campagne électorale. La nation est une part de notre mémoire mais ce qui me fait celui que je suis, c'est aussi une autre mémoire. J'étais internationaliste quand j'étais jeune, je le reste. Ma mémoire est faite de combats qui vont bien au-delà du cadre national. Je suis un européen fervent. Le drame de cette campagne, c'est qu'on y parle si peu de l'Europe.

A. Finkelkraut. – Deux grandes figures m'obsèdent. Marc Bloch, dans « l'Etrange défaite », dit : « La nation s'est défaite avant d'être défaite car elle s'est dissoute en corporatismes. » Et aussi : « Ne comprendront rien à l'histoire de France ceux qui ne vibrent ni au sacre de Reims ni à la Fête de la Fédération. » Et aussi celle de Pierre Mendès France. Ma tristesse, c'est de voir que Mendès France n'a pas de successeur et que la gauche s'est laissé durable-

« Il faut
repenser la
nation
aujourd'hui
et rendre la
République
désirable... »

(M. Onfray)

ment avilir par le mitterrandisme.
A. Minc. – La réalité est un cercle de 360°. L'expérience prouve que les politiques peuvent changer entre 5° et 10° de ce cercle. La meilleure preuve en est cette alternance de 1981, qui a fait qu'au bout d'un certain temps, n'en déplaise à Michel Onfray, la gauche a dû reconnaître le réel. Le poids des politiques sur la réalité est bien inférieur à ce qu'ils sont amenés à dire. Mais comment voulez-vous qu'ils aillent pêcher des millions de voix en expliquant qu'ils sont pour l'essentiel impuissants, que leur marge de manœuvre est faible, sauf dans quelques domaines, où en effet le pouvoir politique existe ? La réalité, c'est qu'il n'existe que dans les très grands choix internationaux. Pour le reste, on fait un peu de plomberie. Mais comment voudriez-vous que les candidats se

sent élire en expliquant qu'ils sont des petits plombiers ?
M. Onfray. – Il y a une certaine forme de mépris à considérer que la vie quotidienne des gens relève de la plomberie.

B.-H. Lévy. – Le débat démocratique, c'est le choc des opinions. Je me sens de gauche pour mille raisons historiques et personnelles. Mais dans les grands rendez-vous des quinze dernières années, cette fameuse extrême-gauche, donneuse de leçons, on ne l'a pas vue. On ne l'a pas vue en Bosnie, on ne l'a pas entendue au moment du génocide du Rwanda ou des massacres en Algérie. Sous prétexte qu'elle était aveuglée par une vision du monde antiaméricaine, anticoloniale. Qui sont ceux qui, parmi nous, sont encore fidèles à la leçon de Jan Patocka et de sa « solidarité des ébranlés » ? Il se trouve que je reviens du Darfour. Et là, vous avez une humanité qui est presque une autre humanité. Il n'y a pas d'Etat, pas de nation, pas de société, il y a des centaines de milliers de morts, un état de désespoir absolu. On est loin des débats de la gauche et de la droite. Le débat politique aujourd'hui est à la croisée de ces questions-là : la gauche et la droite, l'héritage antitotalitaire ou pas, ces grandes questions de la misère du monde et de la sortie de l'histoire de peuples entiers, qui est un sujet qui incombe à notre génération. Si on n'est pas capable de penser ces tragédies, on laissera une planète dans un état bien pire que ce que nous annonce Nicolas Hulot.

M. Onfray. – Le silence de l'extrême-gauche sur ces questions est indéfendable. On est d'accord. Mais quand on me demande de choisir entre Sartre et Aron, je choisis toujours Camus. Je ne suis pas sur une position d'extrême gauche, mais de gauche libertaire. Entre un Sartre qui ignorait les questions d'économie et un Aron qui ne connaissait qu'elles, je choisis le souci permanent de la réalité chez Camus.

A. Finkelkraut. – Un mot sur la campagne électorale. Qu'est-il arrivé à Glucksmann depuis qu'il a annoncé son soutien à Nicolas Sarkozy ? On lui a déversé des tombeaux de boue sur la tête ; et ce ne sont pas les intellectuels

Les débats de l'Obs

d'extrême gauche, qui restent silencieux, mais des journaux qui, dans notre esprit, appartiennent plutôt à la gauche camusienne, comme dans un dossier récent du « Nouvel Observateur ». J'ai le sentiment aujourd'hui que la sensibilité antitotalitaire se dissipe, comme si le communisme et l'anticommunisme étaient morts en même temps. Nous vivons le retour d'une gauche binaire, robespierriste : elle ne réfute pas ses adversaires, elle les démasque. André Glucksmann est « démasqué » puisqu'il avoue son soutien à Sarkozy. Moi qui ne fais pas allégeance à un candidat, on me « démasque » en sous-entendant que je suis forcément réactionnaire.

B.-H. Lévy. – Les intellectuels ont le devoir de rester des esprits libres. On a passé l'âge de croire dans les hommes providentiels. Parmi les candidats qui se présentent à nos suffrages, aucun n'a de solution définitive. Les intellos ne sont pas des godillots. On n'est pas Doc Gynéco ou Line Renaud, on n'est pas là pour donner notre soutien mais pour poser des questions. Celles que j'ai envie de poser à Mme Royal, à M. Sarkozy et à M. Bayrou portent sur le Darfour, l'assassinat d'Anna Politkovskaïa, la lutte contre la guerre de Tchétchénie (chère justement à Glucksmann). On n'est pas là pour leur donner un blanc-seing, mais pour leur faire une sorte de bon et vertueux chantage démocratique : on te donne notre voix si tu nous donnes ça. Ségolène Royal dit : « Gagnant-gagnant » ; je dis : « Donnant-donnant. »

A. Minc. – Quand on déclare qu'on vote pour Nicolas Sarkozy, ce qui est mon cas, on est en effet soumis à un peu d'opprobre dans certains milieux. Il ne faut pas exagérer, vous traversez sous des ricanements le Café de Flore, mais vous n'en mourez pas. Je pense par ailleurs que ce que nous pensons n'influe guère sur les votes. En revanche, quand on est dans la vie publique, on est contraint à une obligation de transparence. Dire son vote en est une forme.

B.-H. Lévy. – J'attends d'abord des candidats à la présidentielle qu'ils aient une politique étrangère ambitieuse. André Malraux disait de la nation française qu'elle n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle l'est pour tous les hommes. Une France qui serait en première ligne de la lutte contre les génocides, du combat contre les purifications ethniques, du refus des massacres comme de ces guerres oubliées d'Afrique est celle à laquelle je crois et que j'aime. Celle de Clemenceau et de Jaurès. C'est la France anticoloniale, universaliste, celle qui dit que les trois mots de la devise de la Révolution française sont consubstantiels l'un à l'autre, organiquement liés. Ce qui me navre, dans une partie de la gauche aujourd'hui, c'est cette façon de dire : si on est pour l'égalité, il faut mettre la liberté de côté, fût-elle rhabillée sous le nom de libéralisme. Ce qui me préoccupe dans la gauche aujourd'hui, c'est l'oubli de cette tradition antitotalitaire qui a été un des grands acquis des années 1970 et 1980. Une gauche qui tournerait le dos à cette mémoire-là, c'est une gauche qui serait perdue.

M. Onfray. – La devise de la République n'a pas le même sens quand on est libéral ou libertaire. D'accord avec vous sur la question de l'antitotalitarisme. Mais « Liberté-Egalité-Fraternité » passe aussi par les droits de l'homme, le droit au logement, au savoir, à la culture et à la dignité.

A. Minc. – La partie du monde où le respect des droits de l'homme, l'habeas corpus, les libertés sont le mieux dé-

fendus est aujourd'hui l'Europe et non les Etats-Unis. Ce dont les Européens devraient être fiers, c'est d'avoir construit sans le savoir le plus bel espace de liberté. Il faut être fanatiquement européen.

Jean Daniel. – On me demande de conclure ce débat stimulant. Première réflexion : les trois noms plébiscités me sont des hommes chers. Mendès France, parrain du « Nouvel Observateur » avec Sartre ; Camus, à ma grande surprise, par tous, y compris Michel Onfray, qui y trouve une dimension libertaire ; Foucault. Ce dernier disait que le rêve de l'intellectuel français, c'était de faire la synthèse entre le message du législateur romain, du sage grec et du prophète juif. Jusqu'à un certain moment, après la Libération et le dialogue Sartre-Camus, ç'a été possible. Ensuite, la synthèse n'est plus possible, en raison des incidences des événements planétaires sur la pensée. En particulier la violence, qui ne peut plus être pensée comme avant. Je suis impressionné de voir que si différents, si jeunes, si volontairement solitaires qu'ils se rêvent d'être et qu'ils ne sont pas, les intellectuels invités ce soir puissent encore et soient forcés de se rabattre sur des valeurs qui ont été les miennes et celles de mes contemporains. Alain Finkielkraut a cette particularité d'animer une remarquable émission culturelle, d'intervenir partout et de n'accepter des réactions de nulle part. Quand on s'expose comme il le fait, on doit s'attendre à être interpellé en retour. Je ne crois pas d'ailleurs qu'aucun des invités présents n'estime avec sagesse pouvoir laisser la trace que les grands ancêtres dont nous venons de parler ont laissée. La philosophie, qui ajoutait de l'autorité aux intellectuels quand ils prenaient parti dans le combat idéologique, s'est effacée d'abord au profit des grands historiens, puis aujourd'hui des jeunes économistes. Tous les candidats à la présidentielle s'entourent de jeunes économistes et s'en flattent. On a assisté au glissement de la philosophie à l'économie. Autre rupture. Plus précisément, du point de vue du statut dans la postérité, de Gaulle et Mendès sont incontestablement supérieurs aux candidats actuels. On déplore le caractère prosaïque des luttes électorales. Mais quand vous n'avez pas du côté du peuple le désir de révolution, et que la nation n'est pas en danger (face à un ennemi extérieur), il est très difficile pour les candidats d'avoir un discours lyrique, épique et inspiré. Pour le moment, ils sont dans la situation d'avoir à comparer la détresse quotidienne avec le tragique de l'Histoire.

Une autre chose m'a frappé dans ce débat : pas une seule fois, je n'ai entendu parler de l'Irak. Imaginez une émission comme celle-ci aux Etats-Unis et qu'y aient été invités des intellectuels comme Norman Mailer, Toni Morrison, Russell Banks, trois des plus grands écrivains américains actuels ; tous auraient dénoncé le désastre de la présidence de Bush. En ce moment, c'est assez curieux, les intellectuels français qui ont la réputation d'être pro-américains sont en décalage avec leurs homologues américains. Les intellectuels américains ont le courage de faire un procès des Etats-Unis bien plus sévère qu'ici.

*Propos choisis par GILLES ANQUETIL
et FRANÇOIS ARMANET*

« Les
candidats
sont dans
la situation
d'avoir
à comparer
la détresse
quotidienne
avec le
tragique de
l'Histoire »

(J. Daniel)

www.nouvelobs.com

Retrouvez les blogs des invités de l'« Obs »